

Pour tous ceux qui n'ont pas suivi la vie de la scolarisation des Roms à Bobigny, voici le lien pour voir les deux petits films que nous avons tourné au printemps.

<http://www.icem-pedagogie-freinet.org/blog/189>

Hier, le camp où vivent une partie de ces enfants a été expulsé.

Manuel Valls et le préfet sont ravis de cette expulsion qui est "respectueuse de nos principes et fermes en même temps"

Alors, je vais vous raconter les principes, car pour l'avoir vécu hier en direct, je cherche et les principes et la fermeté.

Veille de l'expulsion : Amnesty international appelle la préfecture pour savoir ce qui se passera : la préfecture affirme qu'il n'y a que 12 familles qui seront expulsées, qu'il n'y a pas d'enfants scolarisés dans ces familles et que trois chambres d'hôtel ont été prévues pour les familles avec souci de santé. En effet, il n'y a que la moitié du terrain qui est visé par l'expulsion, et la plupart des gens se sont déjà regroupés dans la partie non expulsable, qui appartient à la mairie. LA PREFECTURE MENT

Jour de l'expulsion : 7 h du matin. Tout le camp est évacué. La police refuse de laisser sortir les caravanes. Puis elle accepte. Puis elle refuse à nouveau sans raison. Puis elle accepte. Dès que les habitants auront garés leur caravane dans la rue pour attendre des solutions d'urgence, la police va les emmener en fourrière, puisqu'elles sont garées illégalement dans la rue. LA POLICE HARCELE.

8 h du matin. Les habitants du camp et les militants associatifs sont repoussés de l'entrée du camp. Nous nous retrouvons avenue Salvador Allende et nous décidons de faire une manifestation assise au milieu de la rue. La police bloque la circulation pour nous protéger. Petit à petit, il fait chaud, les enfants ont faim. Une personne part et va chercher du pain et de l'eau. Lorsqu'elle revient la police interdit que le pain et l'eau soient donnés, et elle bloque cette personne loin de nous. Puis elle accepte. Puis elle refuse lorsqu'une autre personne va également chercher du pain. Puis elle accepte à nouveau. LES ENFANTS ONT UNE BIEN ETRANGE VISION DE LA PAROLE DE L ETAT.

10 h du matin . Nous sommes toujours dans la rue . lorsque les gens finissent par avoir envie de faire pipi, la police explique que ceux qui sortiront du dispositif ne pourront pas y rentrer. Alors les mamans déplient une couverture, la tendent le long du trottoir, et s'abritent derrière pour uriner. La police se moque ouvertement de ces pauvres femmes. Je me tourne vers une policière et je lui demande : Vous feriez comment à leur place ???

11 h : Une petite fille a fait caca sur elle. Son père me l'apporte, ne sachant que faire. Deux autres enfants me demandent à aller faire caca aussi. Je négocie avec la police pour sortir avec trois enfants et aller jusqu'à mon école, la laver et la changer, et permettra aux autres de faire caca plutôt dans les WC. La police m'interdit de sortir, puis accepte mais à condition que je fasse le tour d'un pâté de maison c'est à dire qu'ils vont m'interdire de prendre la rue qui va à l'école, m'obligeant à faire le tour de trois rues complètes, avec deux petites filles mourant d'envie de faire caca, et un bébé de 4 ans pour qui s'est déjà trop tard. LA POLICE ABUSE DU POUVOIR QUE LA FORCE LUI DONNE.

13 h : La police qui est épuisée comme nous d'être en plein soleil nous propose de nous installer sous un pont un peu plus loin à l'ombre. Un homme s'est évanoui. Les pompiers sont venus le chercher. La préfecture explique qu'ils ont trois chambres d'hôtel, et il y a plus de 100 personnes sous le pont. Nous attendons. LA PREFECTURE MENT ENCORE, car le préfet peut réquisitionner un hébergement et ne le fait pas.

17 h : La policière propose aux gens qui le souhaitent d'appeler le 115. Une famille, dont la femme a

le cancer et a des soins lourds accepte : La policière reste plus d'une heure en attente, avec la petite musique énervante que tous ceux qui ont appelé le 115 connaissent. Puis le 115 répond qu'en cas d'expulsion, les hébergements dépendent de la préfecture. La policière appelle la préfecture. La préfecture lui donne le n° de téléphone de la DDE....qui ne s'occupe pas du tout de l'hébergement et qui de toutes les façons ferme à 17 h. La policière est dépitée. LA PREFECTURE SE MOQUE DE LA POLICE...

19 h : Les policiers nous disent qu'ils vont partir et qu'ils vont rétablir la circulation. Ils proposent aux Roms d'aller se faire héberger dans d'autres camps roms, chez des amis ou dans leur famille. Nous doublons les policiers et nous partons nous installer devant la mairie. La encore, la préfecture refuse d'ouvrir des hébergements, la mairie refuse d'ouvrir un gymnase. Les enfants et leurs parents vont dormir dehors. LE MINISTERE DE L EDUCATION NATIONALE DIT VEILLER A LA RENTREE SCOLAIRE DES ENFANTS !

20 h : La mairie nous informe que les familles pourront réintégrer la partie non expulsée du camp à la fin des travaux. Sans date. peut-être la semaine prochaine. On ne sait pas.

Mais dans quel état seront ces enfants dans une semaine ? physiquement, psychiquement ?

Qui peut croire qu'ils seront disponibles pour apprendre ?

Qui peut croire que réinstaurer des règles de droit avec eux sera simple ?

Véronique Decker

LA RENTREE DES ELEVES AURA LIEU MARDI 3 SEPTEMBRE. MAIS CELLE DES ELEVES ROMS ?